

Les petits états insulaires grands perdants de la COP28

ÉCRIT PAR MARINA BOISDUR AVEC AFP

15 décembre 2023



Moriana Philip, représentante des îles Marshall (photo), est en larmes à la réunion plénière de clôture de la COP28 aux Émirats arabes unis ce 13 décembre. La 28e Conférence des parties sur les changements climatiques (COP28) qui s'est tenue à Dubaï du 30 novembre au 13 décembre s'achève sur un constat d'échec.

Adopté ce mercredi 13 décembre par consensus, l'accord de la 28e conférence sur le climat de l'ONU ne comporte aucune date précise de sortie de toutes les énergies fossiles, principales responsables du réchauffement climatique. Ni indication sur l'ampleur des mesures à prendre par les pays. Il a tout de même été salué par de nombreux dirigeants. Alors que les climatologues se montrent eux bien plus sceptiques.

Anne Rasmussen, représentante samoane et négociatrice en chef de l’Alliance des petits États insulaires (AOSIS), a souligné que la décision avait été prise en leur absence dans la salle plénière, car leur groupe était encore en train de coordonner sa réponse au texte.

“Nous devons continuer à organiser des COP. Elles constituent le seul cadre multilatéral de négociation des politiques climatiques mondiales”

Michael Mann, climatologue

Avant l’ouverture de la conférence, António Guterres plaiddait pour que la Cop s’engage à une véritable “sortie” et pas “diminution” des énergies fossiles. Le secrétaire général de l’ONU dans un entretien à l’AFP le 29 novembre dénonçait le manque de “volonté politique” pour éviter la “catastrophe” climatique.

Il est “essentiel” que le texte final qui doit normalement être adopté mardi “reconnaisse le besoin de sortir de toutes les énergies fossiles dans un calendrier cohérent avec la limite de 1,5°C” de réchauffement planétaire, a enfoncé le secrétaire général de l’ONU devant des journalistes à Dubaï.

Dès la clôture de la conférence, le chef de l’ONU dans un tweet désenchanté, accuse “ceux qui se sont opposés à une référence claire à l’élimination progressive des combustibles fossiles à la #COP28”. Antonio Guterres s’adresse sans les nommer aux pays producteurs de pétrole à qui il dit : “Que cela vous plaise ou non, cette élimination progressive est inévitable. Espérons que cela n’arrive pas trop tard”.



António Guterres

@antonio_guterres

...

To those who opposed a clear reference to phase out of fossil fuels during the [#COP28](#) Climate Conference, I want to say:

Whether you like it or not, fossil fuel phase out is inevitable. Let's hope it doesn't come too late.

Fossil fuel phase out is inevitable.



3:24 AM · Dec 13, 2023 · 596.3K Views

La trajectoire actuelle est d'un peu moins de 3 degrés Celsius de réchauffement climatique, ce qui équivaut à des "*souffrances humaines massives*", selon le Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. S'adressant aux journalistes à l'extérieur du hall principal, M. Stiell a déclaré que la COP28 devait marquer un arrêt brutal au principal problème climatique de l'humanité – "*les combustibles fossiles et leur planète qui brûle la pollution*".

“L’incapacité de la COP28 à réaliser des progrès significatifs, alors que la fenêtre de tir pour réduire le réchauffement devient de plus en plus petite, est source d’une grande inquiétude”, estime le climatologue et géophysicien à l’Université de Pennsylvanie Michael Mann.

Mais pour autant, “il ne faut pas y mettre un terme” plaide-t-il. “Nous devons continuer à organiser des COP. Elles constituent le seul cadre multilatéral de négociation des politiques climatiques mondiales”.

La résolution constitue un compromis imparfait pour de nombreux délégués et ONG. Il déçoit la centaine de pays qui exigeaient la sortie des énergies fossiles, et comporte des failles pour les pays souhaitant poursuivre l’exploitation de leurs réserves d’hydrocarbures.

La finance l’emporte sur la vie



Le président de la COP28, Sultan Al Jaber (au centre), le chef de l’ONU pour le climat, Simon Stiell (quatrième à partir de la gauche) et d’autres participants sur scène lors de la séance plénière de clôture de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, COP28, à Expo City à Dubaï, aux Émirats arabes unis le 13 décembre. Photo : COP28/Christopher Pike

Le texte “*est salué comme compromis, mais nous devons être très clairs sur ce qui a été compromis*”, insiste Friederike Otto, climatologue spécialiste de l’analyse du rôle du changement climatique sur certains phénomènes météorologiques extrêmes.

“*Les intérêts financiers à court terme de quelques-uns l’ont à nouveau emporté sur la santé, la vie et les moyens de subsistance de la plupart des habitants de cette planète*”, fustige-t-elle.

Et de poursuivre : “*Avec tous ces verbes vagues, ces promesses vides dans le texte final, des millions de personnes de plus se retrouveront en première ligne du changement climatique et beaucoup d’entre elles mourront*”.

Un constat accablant partagé par Kevin Anderson, qui enseigne le changement climatique à l’Université de Manchester. “*La physique se moque*” des applaudissements des dirigeants, renchérit-il, estimant que le compromis de la COP28 “*sonne le glas*” de l’objectif +1,5°C.

Le début de la fin

L’humanité n’a plus qu’entre cinq et huit années, si les émissions restent au niveau actuel, avant de dépasser le “budget carbone” fixé pour maintenir le réchauffement climatique à 1,5°C depuis le début de l’ère industrielle, l’objectif le plus ambitieux de l’accord de Paris.

Et même si les émissions commencent à diminuer en 2024, il faudrait abandonner toutes les énergies fossiles d’ici 2040, pointe M. Anderson, et non d’ici 2050, comme évoqué dans l’accord au sujet de la neutralité carbone, un “*élément de langage frauduleux*” selon lui.

L'objectif moins ambitieux de +2°C, avec des impacts bien plus graves, s'éloigne lui de plus en plus.

Selon Johan Rockstrom, professeur en sciences de l'environnement et directeur de l'Institut de Potsdam en Allemagne, le texte adopté lors de la COP28 *“montre clairement à toutes les institutions financières, entreprises et sociétés que c'est (...) le début de la fin de l'économie mondiale basée sur les énergies fossiles”*.

Pour aller plus loin, Michael Mann appelle à une réforme du fonctionnement des COP, pour permettre par exemple à ce que des décisions puissent être approuvées par une grande majorité de pays, malgré l'objection de nations productrices d'énergies fossiles, ou encore interdire à des dirigeants de pays pétroliers comme le président de la COP28, Sultan Al Jaber, de présider les sommets à venir.

Les 7 points du bilan de la COP28

1. Le fonds pour les pertes et préjudices destiné à soutenir les pays en développement vulnérables au changement climatique a été créé le premier jour de la COP. Les pays ont jusqu'à présent promis des centaines de millions de dollars pour ce fonds.
2. Des engagements d'un montant de 3,5 milliards de dollars pour reconstituer les ressources du Fonds vert pour le climat.
3. Nouvelles annonces totalisant plus de 150 millions de dollars pour le Fonds pour les pays les moins avancés (PMA) et le Fonds spécial pour le changement climatique (SCCF).
4. Une augmentation de 9 milliards de dollars par an de la part de la Banque mondiale pour financer des projets liés au climat (2024 et

2025).

5. Près de 120 pays ont soutenu la Déclaration des Émirats arabes unis sur le climat et la santé de la COP28 pour accélérer les actions visant à protéger la santé des populations contre les impacts climatiques croissants.
6. Plus de 130 pays ont signé la Déclaration des Émirats arabes unis sur l'agriculture, l'alimentation et le climat de la COP28 pour soutenir la sécurité alimentaire tout en luttant contre le changement climatique.
7. Le Global Cooling Pledge a été approuvé par 66 pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre liées aux systèmes de refroidissement de 68% à partir d'aujourd'hui.

■ **Les mesures éliminées**

- L'élimination progressive des combustibles fossiles
- Les mots « pétrole » et « gaz naturel » n'apparaissent pas
- Des « obligations fortes » pour les pays riches
- L'équité dans l'adaptation, nécessaire pour un soutien équitable de la part des pays riches